

Paris, le 1^{er} juillet 2010

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FONCTIONNAIRES : Après la claque sur les retraites, le coup de massue sur les salaires !

C'est avec une rare violence que le gouvernement s'attaque depuis plusieurs semaines aux fonctionnaires ! Hier 30 juin, le Conseil supérieur de la Fonction publique territoriale a ouvert le bal de l'examen par les Conseils supérieurs des trois Fonctions publiques du projet de loi portant réforme des retraites. Le ministre Georges Tron a exposé très longuement le projet du gouvernement, en insistant sur sa justice et sur son équité. Bien sûr, il n'a pas hésité à rappeler avec insistance l'utilité qu'il y avait à rapprocher le système de retraites des fonctionnaires de celui des salariés du secteur privé.

La seule avancée obtenue sous la pression des organisations syndicales a été le report au 31 décembre 2010 de la date limite de dépôt des demandes d'ouverture des droits à la retraite pour les agents ayant élevé trois enfants et remplissant les conditions pour bénéficier de la retraite proportionnelle après 15 ans de cotisation. Rappelons que cette mesure prendra fin début 2012, et qu'initialement, il était prévu que les agents qui souhaitaient encore en bénéficier devaient déposer leur dossier pour le 13 juillet prochain !

Après une déclaration unanime et solennelle des organisations syndicales devant le ministre, alors que toutes et tous se sont levés pendant la lecture, **un avis négatif a été émis à l'unanimité sur ce projet de loi.**

Mais ce 30 juin restera dans les mémoires, puisque hier soir, le ministre a reçu les organisations syndicales pour discuter salaires. En fait, la discussion a tourné court dans la mesure où le ministre, après avoir annoncé que l'engagement pris par le gouvernement il y a deux ans, de relever la valeur du point d'indice de 0,5 % au 1^{er} juillet, serait respecté, a écarté de façon très claire la moindre évolution du point d'indice d'ici 2013, sans pour autant que soient prévues d'autres mesures de maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

C'est donc une attaque frontale et violente vis-à-vis des fonctionnaires. **Mais apparemment le gouvernement n'en a pas mesuré les risques. Les organisations syndicales ont bien sûr dénoncé cette attitude agressive et insupportable, d'autant plus que toutes ces mesures sont prises sans aucune discussion et sans aucune concertation préalables. Le dialogue social est totalement mort !**

La **F**édération **A**utonome de la **F**onction **P**ublique **T**erritoriale (**FA-FPT**) reste mobilisée durant tout l'été, et annonce d'ores et déjà qu'elle se joindra à toutes les actions unitaires qui seront engagées dès la rentrée, et notamment celle annoncée pour le 7 septembre 2010.

Contact :

Antoine Breining

Président de la FA-FPT (06 08 93 86 87)